

<http://lipietz.net/Le-Brest-Litovsk-d-Alexis-Tsipras>

Le Brest-Litovsk d'Alexis Tsipras

- Vie publique - Articles et débats -



Publication date: lundi 13 juillet 2015

Copyright © Alain Lipietz - Tous droits réservés

A peine le « Non » grec proclamé face aux mesures d'austérité « suggérées » par la Troïka, Alexis Tsipras, qui avait réclamé ce Non du peuple grec, se voit imposer des conditions bien pires, et les accepte ! Trahison ?

Il y aurait des raisons de le penser. Après tout, on a parlé de trahison quand Giorgos Papandréou, du Pasok, a découvert en arrivant au pouvoir, en 2009, l'état catastrophique des comptes grecs camouflés par son prédécesseur, et fut contraint à la démission en novembre 2011 pour avoir refusé d'endosser seul des mesures bien plus légères (et accompagnées d'une réduction de 50% de la dette grecque) que celles que Tsipras accepte le 13 juillet 2015 au matin. C'est d'ailleurs ce dont l'accuse Varoufakis et la gauche de Syriza.

En réalité, Tsipras n'avait tout simplement pas les moyens de gagner le bras de fer avec les créanciers de la Grèce. [Comme le remarque un journaliste de La Tribune](#), Romaric Gaudin, son seul atout était la menace d'un défaut de paiement et d'un retrait de l'euro. Vouloir quitter l'euro et pourquoi pas l'UE, et pourquoi pas se rapprocher de la Russie ? C'est ce dont l'accusaient toute la droite européenne et les socio-libéraux comme les écolo-libéraux. Or quiconque a sincèrement suivi un tant soit peu la politique grecque savait qu'il n'en était rien. Tsipras est farouchement pro-européen et partisan de rester dans l'euro. L'avoir répéter au point d'en avoir convaincu les créanciers, au point de perdre tout moyen de chantage (le « grexit » comme stratégie du fou au fort), c'est cela qui l'aurait perdu...

Ce jugement doit être nuancé et d'ailleurs le même journaliste [avait livré quelques clés de la stratégie de Tsipras](#).

D'abord, quand la situation est désespérée, il faut savoir le reconnaître et céder, pour survivre et repartir. C'est ce qu'avait fait Lénine en refusant de continuer la guerre contre l'armée allemande, en 1917, alors que Trotsky faisait traîner les négociations dans l'espérance de jours meilleurs. Lénine trancha en acceptant le terrible [traité de Brest-Litovsk](#), afin de sauver la révolution russe et d'attendre en effet des jours meilleurs (qui vinrent).

Il est clair que l'accord concédé est si draconien qu'il n'a aucune légitimité, même aux yeux du FMI et de Juncker (président de la Commission européenne) qui militaient, eux, pour des mesures plus raisonnables et la reprise des négociations sur la réduction de la dette grecque. Tsipras n'obtient pas cette réduction mais une marge de manoeuvre avec un nouveau prêt énorme (85 milliards), qui rendra encore plus difficile le remboursement. Ce qui, paradoxalement, renforce sa main pour le coup d'après : il devient « trop gros pour faire faillite ». Il aura toute légitimité et encore plus de force pour dire demain « Cet accord m'a été arraché sous une contrainte éhontée qui violait tous les principes fondateurs de l'Europe, au nom de la défense des seuls créanciers. Je ne rembourserai que ce qui est raisonnable. » Les créanciers le savent fort bien, d'où leur énorme réticence et les gages humiliants qu'ils exigent : il est tout à fait possible que finalement le parlement allemand ou le staff du Mécanisme européen de stabilité refusent de ratifier l'accord.

Car maintenant au moins les choses sont claires : ce sont les Allemands et leurs alliés d'Europe du Nord qui voulaient le 'Grexit', quitte à jeter la Grèce dans les bras de son autre protecteur traditionnel : la Sainte Russie. C'est le second succès caché engrangé par Tsipras : la démonstration de qui est qui, qui veut détruire le projet européen en le sacrifiant à des intérêts nationaux et aux intérêts des banques, et qui veut sauvegarder à tout prix ce rêve. Dans le débat politique qui s'engage enfin dans toute l'Europe, c'est un petit gain psychologique.

Enfin, le charme pervers des négociations est rompu. Ce n'est plus la Grèce qui se voit demander chaque semaine de faire des « propositions enfin sérieuses », c'est un vainqueur qui impose cette « boucherie » (selon les termes

d'un fonctionnaire européen) à un vaincu qui dit Non, confirmant ainsi ce dont les négociateurs grecs essayaient de convaincre les journalistes sceptiques : chaque fois que les Grecs proposaient quelque chose, y compris ce que les créanciers semblaient exiger la veille, ceux-ci réclamaient plus.

Mais ce cynisme a un prix pour l'Allemagne de Merkel et surtout de son intraitable ministre de l'économie, [Wolfgang Schäuble](#). Sa brutalité « hobbesienne » (la loi du plus fort) a offensé, [comme le raconte Le Monde](#) toutes les structures « kantiennes », c'est à dire les institutions supranationales dont la raison d'être est justement de parvenir à un accord partagé au nom de la rationalité : les présidents des institutions communautaires de l'Europe (Draghi pour la BCE, Juncker pour la Commission) et même le FMI (Lagarde) , partisan de reconnaître que la Grèce n'est pas solvable et qu'il vaut mieux rééchelonner ou réduire sa dette que lui prêter encore de quoi rembourser.

Wolfgang Schäuble PEUT l'emporter au paradis et mourir de sa belle mort, comme tant d'autres dans l'Histoire. Il peut aussi le payer très cher, si la dissolution du rêve européen qu'il a lui même provoquée (avec le triomphe des partis eurosceptiques de droite ou de gauche dans toute l'Europe, la rupture de toute solidarité face à un ennemi extérieur, comme la Russie dans les bras de laquelle il vient de pousser la Grèce, ou plus sûrement encore la rechute de la situation économique européenne) se révèle une menace bien plus terrible pour les « intérêts allemands » que la négociation d'un rééchelonnement de la dette grecque.

La revanche de Tsipras suppose que la prochaine « secousse » suscite une reprise de l'ambition européenne. Mais une dernière remarque pour finir.

On entend souvent des amis de la Grèce clamer « C'est la dictature de la finance, contre la démocratie ! Le peuple grec avait voté par deux fois contre l'austérité ! ». Hélas, ce n'est pas si simple. Pour que la démocratie efface une dette, il faudrait que tous les intéressés participent au vote... dont les créanciers. Or les terribles sommets du 11 au 13 juillet ont révélé que ce sont d'abord les créanciers qui ne parvenaient pas à se mettre d'accord, chacun poussé par son opinion publique nationale.

Supposons que la famille Groseille ait une dette envers les familles Duraton et Fenouillard. Ils ne peuvent pas payer. Les Duraton et les Fenouillard exigent que les Groseille revendent leur voiture, leur télé, leur maison, pour payer. Les Groseille se réunissent en conseil de famille et votent : « On ne veut pas ! » Et alors ? Les Duraton et les Fenouillard ne sont pas concernés par ce vote et exigent toujours le remboursement. Les Groseille peuvent réclamer l'aide de la Commission du surendettement (le FMI) ou se déclarer en faillite. Mais la démocratie n'a rien à voir là-dedans.

La démocratie serait convoquée si les familles Duraton et Fenouillard se réunissaient et débattaient : « Les Groseille sont de vieux amis, on ne peut pas les étrangler ! D'autant que s'ils se mettent en faillite on ne récupérera plus rien. Votons pour savoir si on leur accorde un délais, ou si on passe l'éponge sur une partie de la dette... » Tel est le seul vote qui compte !

Ou mieux encore : les trois familles ont depuis longtemps décidé de mettre leurs intérêts en commun. Un déséquilibre est apparu au détriment des Groseille, mais les responsables sont morts. Les trois familles discutent d'une solution collective, et on vote.

Telle était justement la dynamique européenne : le passage au supranational, au communautaire. En 2005, plusieurs pays fondateurs ont choisi d'en rester à la « souveraineté nationale » et donc à l'intergouvernemental : des rapports extérieurs et contractuels entre pays d'Europe, c'est à dire au mieux le « gouvernement par les règles », en réalité la loi du plus fort (l'Allemagne). Et les bourreaux de la Grèce, de l'Allemagne à la Slovaquie et la Finlande, ont leur opinion publique (manipulée ou non, peu importe) avec eux. Pour dépasser ce blocage, il faudrait un vrai débat , à l'échelle européenne, où le Parlement européen trancherait sous la pression d'opinion publiques nationales divisées

dans le débat , les syndicats allemands soutenant le peuple grec au nom de la lutte contre l'austérité. Ce n'est pas le cas : c'est le gouvernement allemand qui décide.

Nous en sommes là, toujours bloqués dans l'Europe du Non... de 2005. Je m'étais risqué alors à pronostiquer le détricotage général. Nous y sommes. Notre problème : ni en 2005, ni en 2015, nous ne savons répondre « Oui à l'Europe, mais non à l'austérité. » Sans doute parce qu'on ne nous laisse jamais rédiger la question.